



Assemblée générale

Distr. générale
23 juin 2010
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Quatorzième session

Point 10 de l'ordre du jour

Assistance technique et renforcement des capacités

Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme*

14/14

Assistance technique et coopération dans le domaine des droits de l'homme au Kirghizistan

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, en date du 15 mars 2006,

Rappelant également sa résolution 5/1, en date du 18 juin 2007,

Réaffirmant que tous les États ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties,

Réaffirmant également que c'est aux États qu'incombe au premier chef la responsabilité de protéger leurs citoyens,

Ayant à l'esprit le changement de gouvernement qui a eu lieu au Kirghizistan le 7 avril 2010,

Profondément préoccupé par les pertes en vies humaines qui se sont produites le 7 avril 2010 durant les manifestations qui ont conduit au changement de gouvernement,

Profondément préoccupé également par les récentes violences interethniques et les pertes en vies humaines qu'elles ont entraînées,

Notant l'importance de la promotion et de la protection des droits des personnes appartenant à des minorités et de la contribution de ces activités à la stabilité politique et sociale des États dans lesquels vivent ces personnes,

* Les résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme figureront dans le rapport du Conseil sur sa quatorzième session (A/HRC/14/37), chap. I.

1. *Condamne énergiquement* les violations des droits de l'homme qui ont été commises lors des manifestations ayant entouré le changement de gouvernement, et condamne également les actes de provocation et de violence commis à Och et Jalal-Abad;
2. *Demande* au Gouvernement kirghize de mener une enquête exhaustive et transparente afin que les responsables des pertes en vies humaines liées aux événements du 7 avril 2010 et aux récents affrontements interethniques aient à répondre de leurs actes;
3. *Engage* le Gouvernement kirghize à promouvoir et à protéger tous les droits de l'homme et libertés fondamentales ainsi que le respect de la démocratie et de l'état de droit;
4. *Engage* également le Gouvernement kirghize à promouvoir la réconciliation interethnique et exhorte tous les acteurs à s'abstenir de toute violence;
5. *Prend note avec satisfaction* de la participation du Kirghizistan à l'Examen périodique universel en mai 2010 et le félicite d'avoir pris l'engagement de donner suite aux recommandations qu'il a acceptées à l'issue de l'Examen;
6. *Soutient et encourage* les efforts visant à rétablir l'ordre démocratique et constitutionnel et l'état de droit au Kirghizistan;
7. *Demande* au Gouvernement kirghize d'honorer son engagement à respecter les principes relatifs aux droits de l'homme consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et à s'acquitter de l'ensemble de ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme;
8. *Encourage* le Gouvernement kirghize à poursuivre le processus de dialogue ouvert et de réconciliation nationale engagé pour promouvoir la paix au sein du peuple du Kirghizistan;
9. *Prie* la communauté internationale d'apporter au Kirghizistan les secours et l'aide humanitaires dont il a besoin;
10. *Prie* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à fournir une assistance technique par l'intermédiaire de son bureau à Bichkek et à collaborer avec le Gouvernement kirghize et d'autres acteurs, en tant que de besoin, d'identifier de nouveaux domaines d'assistance afin d'aider à renforcer la capacité du Kirghizistan à remplir ses obligations dans le domaine des droits de l'homme, et de soumettre au Conseil un rapport qu'il examinera à sa dix-septième session.

36^e séance
18 juin 2010
[Adoptée sans vote.]